

**ISRAËL ET TERRITOIRES OCCUPÉS /
AUTORITÉ PALESTINIENNE**
**L'injustice et la répression ne sont pas
la solution**

Index AI : MDE 15/010/02

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Deux jours après la dernière attaque armée arbitraire contre des Israéliens, Amnesty International a condamné cet attentat et exhorté les autorités de l'État hébreu à changer de politique.

« Il ne fait plus aucun doute que l'injustice et la répression ne peuvent mettre un terme à ces attaques, ont déclaré les délégués de l'organisation qui partaient aujourd'hui pour Jérusalem. La justice et le respect des droits humains sont la seule voie qui permettra d'aller de l'avant, et nous appelons Israël à s'y engager résolument. »

Les représentants de l'État hébreu ne cessent de perpétrer de graves violations des droits humains, qui prennent notamment la forme d'homicides illégaux, commis alors qu'aucune vie humaine n'est directement menacée, de démolitions de maisons, et de placements en détention administrative. Les Forces de défense d'Israël (FDI) ou *Tsahal* ont isolé la bande de Gaza avec une haute clôture grillagée, et entouré tous les villages et les villes de Cisjordanie de blocs de béton, de monceaux de terre et de barrières gardées par des soldats. Pourtant, ces mesures n'ont pas empêché des membres de groupes armés palestiniens de sortir de ces zones pour se livrer à des attaques arbitraires contre des civils sur les routes de Cisjordanie, ainsi que dans des endroits très fréquentés en Israël même.

Au cours du dernier en date de ces attentats, le 22 janvier 2002, un homme armé seul a ouvert le feu sur des passants dans la principale rue commerçante de Jérusalem, faisant deux morts et quatorze blessés parmi la population israélienne. Cet attentat a été revendiqué par les Brigades des martyrs d'*al*

Aqsa, un groupe armé apparemment lié au *Fatah*. Il a été perpétré en représailles de la mort de quatre membres du *Hamas* (Mouvement de la résistance islamique) tués à Naplouse et de l'occupation de Tulkarem.

« La solution pour enrayer l'engrenage de la violence et de la répression n'est pas la multiplication des actes de violence et des mesures de répression, mais le rétablissement de l'état de droit », a conclu Amnesty International, en demandant de nouveau que soient déployés en Israël des observateurs internationaux chargés de veiller au respect des droits humains.

Complément d'information

Après trois semaines d'un cessez-le-feu relatif, les 10 et 11 janvier 2002, les FDI ont démoli 59 maisons palestiniennes à Rafah et endommagé environ 200 autres habitations. Le gouvernement israélien a affirmé que ces mesures avaient été prises parce que des Palestiniens avaient creusé des tunnels pour faire passer des armes en contrebande. Il semble néanmoins que ces opérations de destruction aient eu lieu en représailles d'une attaque menée le 9 janvier 2002 contre un poste militaire de l'État hébreu. Trois jours plus tard, le 14 janvier, *Tsahal* a apparemment exécuté de manière extrajudiciaire un dirigeant présumé du *Fatah*, accusé d'être responsable d'un attentat perpétré en décembre contre un bus à bord duquel se trouvaient des colons israéliens, en Cisjordanie, au cours duquel 10 personnes avaient perdu la vie. Les deux jours suivants, des groupes armés palestiniens ont tué quatre Israéliens en Cisjordanie, dont un homme âgé de soixante-douze ans. Le 18 janvier, dans le cadre d'un autre attentat aveugle revendiqué par les Brigades des martyrs d'*al Aqsa*, un homme armé a ouvert le feu sur des civils, faisant six morts et 33 blessés au cours d'une cérémonie de bar-mitsvah, à Hadera, en Israël. ●

Une délégation d'Amnesty Internatio-

nal va entamer ce jour (jeudi 24 janvier 2002) une visite en Israël, dans les Territoires occupés et dans les zones relevant de la juridiction de l'Autorité palestinienne. Cette délégation se compose de deux membres du Secrétariat international (SI) de l'organisation, Elizabeth Hodgkin et Maartje Houbrechts, de Maria del Pozo, membre de la section espagnole d'Amnesty International, de Karen Kennedy, coordonnatrice de la section des États-Unis (AIUSA) de l'organisation, et de David Holley, conseiller militaire indépendant. Ces délégués mèneront des investigations sur la situation des droits humains en Israël, dans les Territoires occupés et dans les zones relevant de la juridiction de l'Autorité palestinienne, notamment sur les homicides illégaux commis contre des Palestiniens et des Israéliens, sur les mesures de bouclage des territoires et sur les démolitions de maison.

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le Service de presse d'Amnesty International, à Londres, au +44 20 7413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>